



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2469

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Roland Muzeau, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Roland Muzeau. Monsieur le Premier ministre, des millions de nos concitoyens sont descendus dans la rue pour demander le retrait de votre réforme. Les syndicats unanimes et 73 % des Français condamnent votre texte. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Vous répétez à longueur de temps vouloir " protéger la retraite des Français ". Mais est-ce les protéger que d'imposer le recul de l'âge de la retraite à 62 et 67 ans ? Est-ce les protéger que d'allonger la durée de cotisation ? Est-ce les protéger que d'interdire à ceux qui ont exercé des métiers pénibles de partir avant 60 ans et d'imposer des conditions si restrictives qu'une infime minorité seulement y aura droit ? Est-ce protéger la santé des salariés que de placer la médecine du travail sous la tutelle des employeurs, comme vous venez de le faire ? Cessez de vous moquer du monde ! *(Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

Votre volonté n'est pas de préserver notre système de retraite, mais de rassurer les milieux financiers, rien de plus ! Votre ministre, M. Woerth, l'a admis en séance publique : l'argument démographique que vous brandissez à tout propos n'est que prétexte à une manipulation de l'opinion. Les députés communistes, républicains et du Parti de gauche ont apporté la preuve qu'il n'y aura pas de solution au financement des retraites sans création d'emplois et sans augmentation des salaires, et ont démontré qu'une autre répartition des richesses est possible, déposant une proposition de loi en ce sens.

Comment avez-vous l'audace d'imposer à nos concitoyens de nouveaux sacrifices à l'heure où l'on apprend que les groupes du CAC 40 ont engrangé 41,5 milliards de bénéfices ces six derniers mois ? Vous devriez vous rendre l'évidence : vous avez été désavoués et battus sur la Constitution européenne comme sur le CPE. Vous serez demain, soyez-en sûr, contraints de plier devant l'ampleur de la mobilisation populaire ! *(Les députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine applaudissent, se lèvent et brandissent des pancartes sur lesquelles on peut lire : " Taxer le capital ", " La lutte continue " et " Retraite à 60 ans " - Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. Mesdames et messieurs les députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, je vous demande de replier ces papiers sur le champ ! J'ai déjà convoqué votre président de groupe la semaine dernière pour lui signifier que ces manifestations n'ont pas leur place ici ! Messieurs les huissiers, veuillez saisir ces pancartes !

M. Patrick Ollier. C'est un scandale !

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique*. Oui, monsieur Muzeau, nous protégeons les Français en reculant l'âge de la retraite. *(Un brouhaha persistant sur les bancs des groupes GDR et SRC couvre les propos du ministre.)*

Suspension et reprise de la séance

M. le président. La séance est suspendue !

(La séance, suspendue à quinze heures sept, est reprise à quinze heures huit.)

M. le président. La séance est reprise. *(" Sanctions ! " sur les bancs du groupe UMP.)*

Mes chers collègues du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, je vous rappelle que j'ai convoqué

votre président de groupe la semaine dernière et que vous avez déjà fait l'objet d'un avertissement. Votre comportement n'est pas acceptable dans l'enceinte de notre assemblée. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR. - " Ce sont des guignols ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Patrick Ollier. Ils ne respectent pas l'institution !

M. le président. Monsieur le ministre, vous avez la parole. Je vous remercie de bien vouloir reprendre votre réponse depuis le début. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Oui, monsieur le député, avec notre réforme, nous protégeons les Français. (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*) Relever l'âge de la retraite, c'est évidemment assurer le financement des retraites ("*Non ! " sur les bancs des groupes GDR et SRC*), c'est protéger la retraite par répartition, c'est faire en sorte que les Français aient l'assurance, dans les dix ans qui viennent, que leur retraite leur sera versée ("*C'est faux ! " sur les bancs des groupes GDR et SRC*), ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il faut être à la hauteur des réformes, monsieur le député. Oui, nous protégeons les Français avec le dispositif de pénibilité. ("*C'est nul ! " sur les bancs du groupe GDR.*) Pour la première fois en Europe, ce dispositif va permettre d'intégrer celles et ceux qui ont été exposés à des facteurs de pénibilité, les caissières de supermarché, les ouvriers et ouvrières de l'agroalimentaire, de l'industrie, qui, au travail, souffrent dans leur corps.

M. Alain Néri. Ça ne va rien permettre du tout !

M. le président. Du calme, monsieur Néri !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Oui, nous allons prendre en compte la pénibilité, alors qu'aucun Gouvernement ne l'a fait auparavant.

Oui, monsieur le député, nous protégeons les Français ! Grâce à nous, ceux qui ont commencé à travailler tôt, à quatorze ans, quinze ans, seize ans, ou dix-sept ans, pourront continuer à partir à 60 ans et avant !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. André Gerin. Mensonges !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Ce sont 150 000 à 160 000 Français, sur 700 000 personnes partant à la retraite, qui conserveront la retraite à 60 ans, grâce à un système juste et efficace. Ce n'est pas avec des affiches qu'on fait des réformes, monsieur le député ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Roland Muzeau](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2469

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, solidarité et fonction publique

Ministère attributaire : Travail, solidarité et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 septembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 septembre 2010